

des transactions pour 1973, nous obtiendrons un état financier à ce sujet, même si il n'est pas certifié par un vérificateur.

Le sénateur McElman: Je comprends cela.

Le président suppléant: Nous essaierons de voir ce que nous pouvons obtenir exactement.

Le sénateur McElman: On n'obtenait les états financiers des précédentes que si le gouvernement décidait de les déposer sans qu'ils soient certifiés. Apparemment, on ne l'a pas fait.

Le sénateur Benidickson: Peut-être n'a-t-on pas reçu d'état financier non certifié pour 1973.

Le sénateur McElman: Je l'ai demandé et on m'a répondu, non.

M. Corner: J'ai déclaré que nous n'avions pas fait parvenir d'état financier non vérifié au ministre des Transports.

Le sénateur Benidickson: Oh?

Le sénateur Riley: je ne peux comprendre la raison du retard. Quand *CP Investments* publie une brochure, ce qu'elle fait de temps à autre, elle présente des états financiers complètement vérifiés. *CP Investments*, dont fait partie la filiale du CPR, ne semble pas avoir de difficultés à présenter sans retard des états financiers complètement vérifiés.

Le président suppléant: L'article 40 de la loi de 1955 stipule que:

Les rapports annuels du conseil d'administration et des vérificateurs, respectivement, sont soumis au Parlement par l'entremise du ministre des Transports.

Le sénateur Flynn: Est-ce qu'il parle d'état financier vérifié ou de rapport?

Le président suppléant: Il parle des «rapports annuels du conseil d'administration et des vérificateurs, respectivement,» qui «sont soumis au Parlement par l'entremise du ministre des Transports.»

Le sénateur Desruisseaux: Tous les ans?

Le président suppléant: J'imagine que oui, car l'article stipule que:

Les rapports annuels du conseil d'administration et des vérificateurs, respectivement, sont soumis au Parlement par l'entremise du ministre des Transports.

Le sénateur Flynn: Remarquez bien que même s'il n'y a pas de rapport vérifié, le Parlement devrait quand même obtenir ces renseignements. Aux termes de cet article, rien n'empêche le Parlement de recevoir un état financier non vérifié.

Le président suppléant: Peut-être bien, mais je n'en suis pas sûr. Je crois que nous devrions nous en assurer.

Le sénateur Sparrow: Ce que le Sénateur Benidickson a dit au sujet de l'état financier pour 1972 est-il juste?

Le sénateur Benidickson: Nous avons tous l'état financier officiel de 1972.

Le sénateur Sparrow: Mais cet état financier n'est pas accompagné d'un certificat du vérificateur?

M. Corner: C'est exact. Toutefois, quand les vérificateurs du gouvernement seront nommés pour 1972, ils devront faire rapport au Parlement.

Le sénateur Flynn: Bien sûr.

Le sénateur Sparrow: Voyons si je comprends bien: pour-quoi l'état financier de 1973 n'est-il pas régi par les mêmes normes? Est-ce bien la question?

M. Corner: Non, nous prévoyons que ce sera plus probablement selon les normes de 1971.

Le sénateur Flynn: Vous préféreriez que votre rapport soit accompagné du certificat du vérificateur; il n'y a pas de doute là-dessus.

M. Corner: C'est exact.

Le sénateur Flynn: Mais il pourrait être prêt actuellement.

M. Corner: C'est exact.

Le président suppléant: Par l'entremise du ministre.

Le sénateur Flynn: Cela ne signifie pas que le Parlement en serait privé parce que c'est le cas du Ministre. «Par l'entremise du ministre» signifie simplement que c'est le moyen d'atteindre le Parlement; c'est tout. Il n'est pas nécessaire de passer par le ministre. Si le ministre refusait de le déposer, je suis convaincu que le Parlement pourrait l'obtenir.

Le président suppléant: Nous verrons.

Le sénateur Riley: J'ai posé une question et je n'ai pas encore reçu de réponse. Quelle est la raison du retard? Comment ce fait-il que *CP Investments*, qui compte beaucoup plus de sociétés, notamment le CPR, peut fournir au public des états financiers mis à jour chaque fois qu'elle a besoin de \$100 millions ou de \$50 millions? Elle ne semble pas avoir de difficultés à fournir ces renseignements aux intéressés. Pourquoi le Parlement ne peut-il les obtenir du CN?

Le sénateur Langlois: Le CP nomme ces propres vérificateurs; il n'a pas à faire appel au Parlement. C'est la raison du retard.

Le sénateur Riley: Le CN doit-il chaque année faire appel au Parlement pour obtenir des vérificateurs?

Le sénateur Flynn: Non.

Le sénateur Benidickson: Il s'agit d'une vérification de comptes suivie, elle n'a pas été interrompue.

Le président suppléant: Nous allons nous en enquérir.

Y a-t-il des sénateurs qui désirent poser des questions? Nous commencerons par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.

Le sénateur Benidickson: Monsieur le président, je voudrais obtenir comme appendice, lorsqu'il sera présenté, un état de l'actif et du passif de la compagnie avant la promulgation en 1952 de la Loi sur la révision du capital des chemins de fer nationaux du Canada et un exemplaire de l'état pour 1973. Pouvez-vous fournir ces documents sans une attestation de vérificateur des comptes pour 1973?

M. Cooper: En fait, c'est la question qui vient d'être discutée.